

France-Maubeuge: Real estate services

OJ S 225/2020 18/11/2020

Contract notice

Services

Legal Basis:

Directive 2014/24/EU

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: Agglomération Maubeuge-Val de Sambre

Postal address: 1 place du Pavillon, BP 234

Town: Maubeuge

NUTS code: FRE11 Nord

Postal code: 59603

Country: France

Contact person: M. Benjamin Saint Huile, président

E-mail: Marches-publics@amvs.fr

Telephone: +33 327530100

Fax: +33 327530110

Internet address(es):

Main address: <https://www.agglo-maubeugevaldesambre.fr>

Address of the buyer profile: <https://www.achatpublic.com>

I.3. Communication

The procurement documents are available for unrestricted and full direct access, free of charge, at: https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2020_mx2GXNiL_1

[PCSLID=CSL_2020_mx2GXNiL_1](https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2020_mx2GXNiL_1)

Additional information can be obtained from the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted electronically via: https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2020_mx2GXNiL_1

Electronic communication requires the use of tools and devices that are not generally available. Unrestricted and full direct access to these tools and devices is possible, free of charge, at: https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2020_mx2GXNiL_1

[PCSLID=CSL_2020_mx2GXNiL_1](https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2020_mx2GXNiL_1)

I.4. Type of the contracting authority

Other type: EPCI

I.5. Main activity

General public services

Section II: Object

II.1. Scope of the procurement

II.1.1. Title

Concession d'aménagement sans transfert de risque «Pont de Pierre à Maubeuge» après mise en œuvre d'une procédure de dialogue compétitif

II.1.2. Main CPV code

70000000 Real estate services

II.1.3. Type of contract

Services

II.1.4. Short description

Réalisation de l'opération d'aménagement dénommée «Pont de Pierre à Maubeuge» sous la forme d'une concession d'aménagement sans transfert de risque définie aux articles R. 300-11-1 du code de l'urbanisme après mise en œuvre d'une procédure de dialogue compétitif.

II.1.5. Estimated total value

Value excluding VAT: 17 400 000,00 EUR

II.1.6. Information about lots

This contract is divided into lots: no

II.2. Description

II.2.2. Additional CPV code(s)

71000000 Architectural, construction, engineering and inspection services, 70000000 Real estate services

II.2.3. Place of performance

NUTS code: FRE11 Nord

Main site or place of performance: Quartier des Écrivains et quartier des Présidents à Maubeuge.

II.2.4. Description of the procurement

Réalisation de l'opération d'aménagement dénommée «Pont de Pierre à Maubeuge» sous la forme d'une concession d'aménagement après mise en œuvre d'une procédure de dialogue compétitif.

II.2.5. Award criteria

Price is not the only award criterion and all criteria are stated only in the procurement documents

II.2.6. Estimated value

Value excluding VAT: 17 400 000,00 EUR

II.2.7. Duration of the contract, framework agreement or dynamic purchasing system

Duration in months: 84

This contract is subject to renewal: no

II.2.9. Information about the limits on the number of candidates to be invited

Envisaged minimum number: 3Maximum number: 3Objective criteria for choosing the limited number of candidates:

Conformément à l'article R. 2142-17 du code de la commande publique, le nombre de candidats admis à soumissionner est limité par le pouvoir adjudicateur au nombre minimal de trois et au nombre maximal de trois. Toutefois, conformément à l'article R. 2142-18 du CCP, lorsque le nombre de candidats satisfaisant aux critères de sélection était inférieur au nombre minimal indiqué, l'acheteur peut poursuivre la procédure avec ces candidats.

Critères de sélection des candidatures:

- les références présentées (capacité du candidat à traiter des opérations de même nature, capacités à imposer des qualités de réalisations pour les espaces libres et les réalisations immobilières) 65 points,
- les moyens humains et matériels, les capacités financières, techniques et professionnelles du candidat 35 points.

II.2.10. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2.11. Information about options

Options: no

II.2.13. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:
no

II.2.14. Additional information

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions for participation

III.1.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions:

Le dossier à remettre par les candidats devra comprendre les pièces suivantes:

- la lettre de candidature du dirigeant, démontrant de son engagement vis-à-vis de la poursuite des ambitions exprimées par la collectivité (formulaire DC1 ou équivalent) accompagnée des documents habilitant à la signature;
- la déclaration sur l'honneur certifiant:
 - 1) que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du code de la commande publique;
 - 2) que les renseignements et documents relatifs à ses capacités et à ses aptitudes, exigés en application de l'article L. 2142-1 du code de la commande publique, sont exacts;
- la déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés (ou DC1);
- si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (ou DC1);
- si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger, une déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il fournit à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents (ou DC1);
- la déclaration de candidature (formulaire DC2);
- la copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire (ou DC2);
- un extrait K-Bis de moins de trois mois. Si la société exerce son activité depuis moins d'un an, un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises;
- si la société est une filiale, l'organigramme présentant la structure juridique et le rattachement au groupe;
- si la société est nouvelle, tous éléments ou documents disponibles;

— conformément à l'article R. 2143-4 du code de la commande publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un Document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des documents mentionnés à l'article R. 2143-3 du code la commande publique. En ce qui concerne les conditions de participation, le candidat n'est pas autorisé à se limiter à indiquer dans le Document unique de marché européen qu'il dispose de l'aptitude et des capacités requises. En conséquence, il est demandé aux candidats de remettre les renseignements et documents mentionnés aux «capacités économiques et financières» et «capacités techniques et professionnelles».

III.1.2. Economic and financial standing

List and brief description of selection criteria:

- déclaration sur l'honneur concernant le chiffre d'affaires global et la part concernant les prestations similaires, objet de la présente consultation réalisée au cours des cinq derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début de l'activité de l'opérateur économique;
- bilans et comptes de résultats concernant les trois dernières années;
- garanties financières et/ou bancaires et/ou tous autres éléments de nature à permettre d'apprécier les capacités financières du candidat à porter jusqu'à son terme l'ensemble de la concession d'aménagement compte tenu de la valeur estimée mentionnée au présent avis;
- tout élément de nature à faire apparaître la capacité et la solidité financières ainsi que les capacités d'emprunt et d'autofinancement du candidat;
- preuve d'une assurance pour les risques professionnels pertinents;
- structure juridique et capital social des entreprises qui s'engagent;
- les sociétés nouvellement créées communiquent les documents disponibles relatifs à l'exercice ou aux exercices réalisés;
- les sociétés se prévalant de l'appartenance à un groupe produisent les comptes consolidés dudit groupe.

III.1.3. Technical and professional ability

List and brief description of selection criteria:

- un dossier présentant au maximum trois concessions d'aménagement ou autres opérations de même nature (mentionnant la date de signature et d'échéance, le niveau des charges et des produits totaux engagés, le niveau des participations publiques reçues).

Pour chaque référence (sur une page recto/verso au maximum) il sera présenté:

- les principales caractéristiques physiques de l'opération d'aménagement (dont la surface traitée);
- les produits immobiliers développés (en précisant la SDP par produit immobilier);
- les caractéristiques spécifiques de l'opération (pouvant avoir trait au montage, à la gouvernance, aux prescriptions techniques mises en place...);
- des visuels;
- un dossier présentant:
 - l'organigramme de la société,
 - l'indication des moyens en personnels, matériels et certifications du candidat pour assurer des opérations similaires les sociétés en cours de constitution ou nouvellement créées sont admises à présenter une candidature dans les mêmes conditions que les sociétés existantes.

Les documents exigés ci-dessus devront émaner de leurs membres. Pour justifier de ses capacités et de ses aptitudes, le candidat, y compris s'il s'agit d'un groupement peut demander que soient également prises en compte les capacités et les aptitudes d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui les unissent. Dans ce cas, le

candidat apporte la preuve qu'il en disposera pendant toute l'exécution du contrat de concession. En cas de groupement, le candidat devra remettre toutes les pièces énoncées ci-dessus pour tous les membres du groupement.

Section IV: Procedure

IV.1. Description

IV.1.1. Type of procedure

Competitive dialogue

IV.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

IV.1.8. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

IV.2. Administrative information

IV.2.2. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

Date: 17/12/2020 Local time: 12:00

IV.2.3. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.2.4. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French

IV.2.6. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Duration in months: 7 (from the date stated for receipt of tender)

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.3. Additional information

L'opération d'aménagement a pour objet de rechercher l'aménageur qui:

— offrira le plus de garanties pour la réalisation de l'opération d'aménagement «Pont de Pierre à Maubeuge»;

— proposera l'organisation la plus cohérente au meilleur coût pour la réalisation des missions intégrées dans le projet de concession d'aménagement.

La concession d'aménagement porte sur une emprise opérationnelle d'environ 10,8 ha. Elle a pour objet la restructuration du quartier avec la composition d'un nouveau maillage Nord Sud entre l'avenue Jean Jaurès et la route de Feignies en passant par la rue du Pont de Pierre, ce qui impose une reprise générale des espaces publics. Cette opération a donné (ou donnera) lieu à la signature d'une convention NPNRU. Cette convention permet à l'opération de bénéficier de subventions octroyées principalement par l'agence nationale de la rénovation urbaine. Le projet urbain prévoit la démolition de 150 logements sociaux environ. Ces démolitions seront réalisées par les bailleurs la réalisation du nouveau maillage impose l'acquisition de parcelles privés pour la réalisation des voies nouvelles et des futurs terrains constructibles. Le projet urbain comprend la réalisation de nouveaux logements (autour de 80 répartis entre logements sociaux et en accession) et la reconstitution de l'offre en équipements publics. Une présentation synthétique de l'opération est jointe à la présente

consultation. Le programme détaillé de l'opération figurera au cahier des charges de la phase «Offre». Les missions objet de la concession d'aménagement se déclinent ainsi:

- acquisitions des biens auprès des bailleurs sociaux, de l'EPF, de la ville de Maubeuge et de propriétaires privés;
- la gestion temporaire de biens nécessaires à la réalisation de l'opération d'aménagement;
- la mise en œuvre d'études complémentaires techniques nécessaires à l'accomplissement des démarches, procédures administratives et réglementaires;
- la conduite d'études de maîtrise d'œuvre nécessaires à la réalisation des travaux, aménagement des espaces publics, mise en état des sols (démolition, dépollution ou tout autre procédé y contribuant);
- la réalisation des travaux, aménagement des espaces publics, mise en état des sols (démolition, dépollution ou tout autre procédé y contribuant);
- la gestion administrative, financière et comptable de l'opération;
- la cession de droits à construire et la rétrocession des espaces publics;
- la recherche d'éventuelles subventions complémentaires, et la gestion des subventions obtenues de l'ANRU et de la Région des Hauts-de-France;
- le suivi des projets de construction et de leurs réalisations;
- la coordination des différents acteurs et le suivi du planning nécessaires à la bonne fin de l'opération, en copilotage avec la CAMVS et la ville de Maubeuge;
- la contribution à la communication auprès des habitants et usagers du quartier, sous couvert de la CAMVS et de la ville de Maubeuge.

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

Official name: Tribunal administratif de Lille
Postal address: 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039
Town: Lille Cedex
Postal code: 59014
Country: France
E-mail: Grefte.ta-lille@juradm.fr
Telephone: +33 359542342
Fax: +33 359542445

VI.4.2. Body responsible for mediation procedures

Official name: Tribunal administratif de Lille
Postal address: 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039
Town: Lille Cedex
Postal code: 59014
Country: France
E-mail: Grefte.ta-lille@juradm.fr
Telephone: +33 359542342
Fax: +33 359542445

VI.4.3. Review procedure

Precise information on deadline(s) for review procedures:

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes:

- référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat;
- référé contractuel prévu aux articles L. 551-13 à L. 551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA;

— recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat);

— recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

VI.4.4. Service from which information about the review procedure may be obtained

Official name: Tribunal administratif de Lille

Postal address: 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039

Town: Lille Cedex

Postal code: 59014

Country: France

E-mail: Grefte.ta-lille@juradm.fr

Telephone: +33 359542342

Fax: +33 359542445

VI.5. Date of dispatch of this notice

13/11/2020